

الجمعية التونسية لتفعيل الحق في الاختلاف  
Association Tunisienne pour la Promotion du Droit à la Différence



Zoom sur

INFOS

**Du 07-09-2015 au 13-09-2015**

## Presse francophone

**sources**

**infos**



**08-09-2015**

### **Instance nationale de lutte contre la torture**

#### **Une priorité et un engagement d'Etat**

La torture n'a plus sa raison d'être sous la deuxième République, et en vertu de la nouvelle Constitution qui attribue aux droits humains une importance capitale.

Pourtant elle subsiste, parmi les quelques pratiques de l'ancien régime, voire parmi les réflexes de certains agents au sein des locaux de police et des centres de détention.

Selon plusieurs membres de la société civile et des associations de défense des droits de l'Homme, plusieurs détenus ont été torturés entre juillet et août 2015, dans ces centres. Une montée considérable de la torture a été enregistrée depuis la recrudescence du terrorisme, lequel devient chez certains agents de l'ordre un prétexte à la pratique de la torture.

Le 5 août dernier, un jeune détenu, est décédé à l'hôpital Charles Nicolle. Selon ses parents, il aurait succombé suite à des actes de torture. Selon le porte-parole de la direction des prisons, c'est une mort causée par une intervention chirurgicale échouée. Le procureur près le tribunal de première instance de Tunis, a ordonné une enquête afin de mettre au clair les causes précises de la mort du jeune détenu.

Selon ses parents, ce dernier était sous antidépresseurs et il en aurait été privé alors qu'il était sujet à des crises d'hystérie fréquentes. Les parents auraient même sollicité son internement à l'hôpital Razi, en adressant une demande au procureur via le poste de police. Cette demande n'est pas parvenue en temps opportun.

Par ailleurs, l'organisation contre la torture a présenté un rapport en juillet dernier, dans lequel douze cas de torture et des violences commises pour la plupart, par

les forces de l'ordre, ont été signalées.

Quant à l'affaire des sept accusés de terrorisme et détenus sitôt après avoir été relâché, elle reste encore enrobée de mystère, puisque d'une part la preuve de torture de cinq parmi eux est quasi-établie, alors que la commission parlementaire est restée dubitative n'ayant pu accéder aux rapports d'expertises médicales concernant la cause précises des ecchymoses constatées sur leurs corps.

Une Instance de lutte contre la torture a été créée en vertu de la loi 43 d'octobre 2013.

Ladite loi prévoit qu'elle soit composée de 16 membres représentant les différents corps de métiers et des professions libérales, dont des avocats, des magistrats à la retraite des enseignants des médecins et des psychiatres.

Cette Instance bénéficiera de l'autonomie administrative et financière.

A un moment donné, on avait du mal à recueillir les candidatures à ladite Instance qui arrivaient au compte-gouttes.

Eh bien, ce n'est plus le cas selon Badredine Abdelkefi, président de la commission électorale de l'ARP qui a déclaré hier que la commission a reçu plus de 140 dossiers, soit trois fois le nombre requis de candidatures qui est de 48.

Toutefois, et selon le président précité, il y a un faible nombre de candidature parmi les magistrats à la retraite. C'est la raison pour laquelle le délai de dépôt de candidatures a été prorogé jusqu'au 30 septembre 2015.

L'urgence de la mise sur pied de ladite Instance entre dans le cadre de l'engagement de l'Etat à créer une structure officielle, en vue de la lutte contre la torture, et ce après ratification du protocole facultatif de la convention internationale contre la torture.

Le président de la commission électorale a affirmé que « des efforts sont consentis en vue d'instaurer ladite Instance avant la fin de l'année 2015, pour que la Tunisie soit le premier pays arabe et le quatrième pays en Afrique à mettre en

place cette structure ».

La commission électorale au sein de l'ARP a consacré sa séance d'hier à la présentation des anciennes candidatures après la décision de leur maintien par le tribunal administratif.

Elle a discuté également au cours de la même séance des moyens d'organiser un atelier de travail le 17 septembre prochain concernant la mise en place de ladite Instance, en partenariat avec le Conseil de l'Europe et des organisations internationales actives dans ce domaine.

La mise sur pied d'une telle Instance, est une nécessité afin de mieux lutter contre la torture qui n'a plus raison d'être, sous n'importe quel prétexte.

**Ahmed NEMLAGHI**

**HUFF  
POST  
MAGHREB**

**12-09-2015**

## **Des centaines de Tunisiens manifestent contre le projet de loi de réconciliation économique**

Des centaines de personnes manifestaient samedi dans le centre de Tunis contre un projet de loi controversé d'amnistie des délits de corruption, malgré l'interdiction des autorités de tout rassemblement en raison de l'état d'urgence. "*Ni peur ni terreur, la rue appartient au peuple!*" ont scandé les manifestants.

Parmi eux figuraient des partisans du Front populaire, une coalition de partis de gauche, des membres d'un mouvement citoyen créé après l'annonce du projet de loi et baptisé "*Non, nous n'allons pas pardonner*", ainsi que des membres de partis d'opposition. Les trois groupes manifestaient séparément sur l'avenue Habib Bourguiba.

"*Non à une réconciliation qui blanchit la corruption*", disait l'une des pancartes brandie sur l'avenue, haut lieu de la révolution qui mit fin en 2011 à une dictature de 23 ans. Cette artère centrale de Tunis a été fermée aux véhicules mercredi pour plusieurs jours en raison de "*menaces terroristes*" selon les autorités.

Samedi, elle était quadrillée par un important dispositif policier, avec plusieurs fourgons de la police et de la Garde nationale (gendarmerie) et de nombreux policiers en uniforme ou en civil.

Des barrières ont été installées à tous les accès et certaines rues latérales ont été fermées aux piétons.

*"Je participe à cette manifestation pour deux raisons: d'abord pour le retrait du projet de loi parce qu'il est anticonstitutionnel, ensuite pour reprendre la rue, parce qu'il y a eu des tentatives de nous empêcher de manifester", a dit à l'AFP Naziha Rjiba, une opposante connue de l'ex-dictateur Zine El Abidine Ben Ali.*

Sallemi, 55 ans, a dit être spécialement venu de Gafsa (centre) pour le rassemblement. *"Moi, je me suis endetté pour tout acheter: ma maison, mon réfrigérateur...Personne ne m'a pardonné. Alors comment peuvent-ils pardonner aux corrompus?"* a-t-il lancé.

Présenté par le président Béji Caïd Essebsi en conseil des ministres mi-juillet, le projet de loi de *"réconciliation économique et financière"*, prévoit l'amnistie de personnes poursuivies pour corruption en échange d'un remboursement et d'une pénalité financière. Il fait l'objet de vives critiques au sein de partis politiques et de la société civile.

Des manifestations contre le projet de loi ont déjà eu lieu dans plusieurs villes du pays, notamment le 1er septembre à Tunis où le cortège a été dispersé.

Le ministère de l'Intérieur a prévenu que tout rassemblement de ce type était par définition illégal du fait de l'état d'urgence réintroduit après l'attaque jihadiste près de Sousse fin juin (38 morts), tout en assurant que *"le refus d'autoriser les manifestations"* n'avait "aucun lien" avec des *"considérations politiques"*.

**AFP**



**Le Temps**  
Quotidien indépendant

**11-09-2015**

## **L'ARP auditionne le ministre de l'Intérieur**

### **Pas de concession sur le droit de manifester**

La séance d'audition du ministre de l'Intérieur, Najem Gharsalli, qui a eu lieu hier par la Commission des droits et des libertés à l'ARP, s'est passée dans une ambiance houleuse, à cause des frictions qui ont eu lieu entre les députés de Nidaa Tounes et ceux du Front populaire qui avaient appelé à l'organisation d'une marche, contre le projet de loi sur la réconciliation économique.

Cette audience a été décidée suite à l'interdiction de ladite marche par crainte

de débordement et actes terroristes.

Le ministre de l'Intérieur, n'en démord pas et ne mâche pas ses mots. Pour lui, les rassemblements et les manifestations, qu'elles soient pacifiques ou pas, sont prohibés et ce, en application de la loi sur l'état d'urgence, qui interdit tout rassemblement de plus de trois personnes sur la voie publique, abstraction faite de sa nature.

Il persiste et signe au cours de cette séance d'audition, en réitérant ses craintes d'actes terroristes et en affirmant qu'« Il est difficile d'assurer la sécurité de tout l'espace de la manifestation contre de potentielles attaques. Face à des personnes qui n'ont peur de rien et qui cherchent la mort », ajoutant que : « Si par malheur un incident avait lieu lors de la manifestation anti-projet de réconciliation, cela ferait propager la terreur dans tout le pays ».

Ce n'est pas de l'avis des députés, notamment ceux de l'opposition, qui estiment que la répression à l'égard des manifestants est un prétexte à la tyrannie, et constitue un retour aux pratiques de l'ancien régime. Ils soutiennent que faire front contre toutes les méthodes répressives, dont notamment l'utilisation de l'état d'urgence pour faire passer des lois contraires à la Constitution.

Bochra Bel haj Hmida présidente de la commission des droits et des libertés a appelé à voter la poursuite l'audition du ministre de l'Intérieur à huis-clos.

Cette proposition a suscité la colère des députes de l'opposition.

« Pourquoi n'aiment-ils pas la transparence »? a lancé, Mongi Rahoui, député du Front populaire.

Ce à quoi a rétorqué un député de Nidaa Tounes : « le vote n'a pas encore eu lieu, que vous anticipez déjà, pour faire des préjugés. Finie l'anarchie, respectez le règlement intérieur ! »

Il ne croyait pas si bien dire, car, en effet, le vote du huis-clos n'a pas abouti, et l'audition du ministre de l'Intérieur a continué en audience ordinaire en présence

des journalistes.

### **Contestations**

Le refus du ministre de l'Intérieur est contesté, tant par des députés de droite que des députés de l'opposition.

Bohra Bel Haj Hmida, qui a déclaré sur son réseau Fb que « le refus du ministère de l'Intérieur n'a pas de sens. Quels que soient les motifs de la manifestation et ses revendications, le droit de manifester est garanti par la Constitution et le gouvernement se doit de veiller à la protection des droits, même en état d'urgence. C'est notre devoir à tous de défendre ce droit. L'expérience a, de plus, démontré que le fait d'être contre la rue dessert le gouvernement, quelles que soient les excuses. La rue est le véritable thermomètre de l'ampleur de tout mouvement, de tout parti et de tout groupuscule.... »

### **Le chef du gouvernement a-t-il désavoué son ministre de l'Intérieur ?**

Selon la page officielle du parti Etakatol, Habib Essid aurait autorisé la marche du 12 septembre, en donnant même des instructions pour assurer la sécurité des manifestations.

Toutefois, la présidence du gouvernement a démenti cette information sur sa page officielle, annonçant qu'aucune autorisation n'a été délivrée pour la participation à ladite manifestation. Ce que certains observateurs ont interprété comme étant une rétraction de la part du chef du gouvernement

### **Au nom de l'ordre public**

En fait la décision de décréter l'état d'urgence est prise afin de préserver l'ordre public en cas d'instabilité politique, de péril imminent, ou d'insécurité menaçant le pays.

La première mesure décidant l'état d'urgence a été prise sous Bourguiba lors des événements du « jeudi noir », le 26 janvier 1978.

Après la Révolution, Béji Caïd Essebsi, alors chef du gouvernement de transition,

a annoncé l'application rigoureuse de l'état d'urgence décrété depuis le 14 janvier 2011. Il faut dire qu'à l'époque, le pays passait par une phase de troubles exceptionnels et de dérive sécuritaire.

Sous la deuxième République, et suite à la recrudescence des actes terroristes, notamment suite aux attentats du musée du Bardo, puis celui dans un hôtel à Sousse, l'état d'urgence a été décrété par Béji Caïd Essebsi, le président de la République. Cette décision a pour but de limiter les risques de nouveaux attentats et arrêter plus facilement les terroristes.

« Si jamais un troisième attentat venait à être perpétré, l'Etat disparaîtrait ». C'est ainsi que le président de la République a motivé la décision de décréter l'état d'urgence dans le pays, en expliquant qu'il n'y aura pas d'atteinte aux droits de l'Homme garantis par la Constitution.

Et si la durée de l'état d'urgence se prolongeait dans le temps ? Telle était la crainte des membres d'associations de défense des droits de l'Homme dont notamment la Ligue des droits de l'Homme. Abdessatar Ben Moussa, le président de la dite organisation, a manifesté sa crainte que l'état d'urgence finisse par porter atteinte aux droits fondamentaux, dont celui de faire grève et de manifester.

Cette crainte est justifiée avec la dernière décision d'interdire la manifestation contre la loi sur la réconciliation économique, décidée pour demain.

Car une manifestation peut être contrôlée et contenue, surtout si elle est pacifique. L'interdire, constitue une atteinte au droit d'expression, selon la plupart des observateurs.

Cependant, le ministre de l'Intérieur, a motivé cette interdiction, par l'éventualité d'infiltration de terroristes, ce qui pourrait détourner cette manifestation pacifique de son but originel.

C'est le dilemme de toujours entre la préservation de l'ordre public et le respect



des droits et libertés.

Une application saine et pondérée de la loi pourrait contribuer à concilier entre ces deux éléments, dans l'intérêt du pays afin d'éviter des tensions et des heurts qui ne feront que mettre de l'huile sur le feu.

**Ahmed NEMLAGHI**



**10-09-2015**

## **Téléthon, samedi, consacré à l'éducation**

### **«Ton école est un bien précieux»**

Dans la journée du samedi, la télévision tunisienne diffusera un Téléthon consacré à l'éducation. Cette initiative citoyenne est le fruit d'une collaboration entre le ministère de l'Education, l'Association tunisienne « Almadanya » et l'établissement de la télévision nationale. Elle vise à collecter des dons en faveur des écoles tunisiennes et précisément celles étant dans un état délabré et nécessitant réparation.

De 10h à minuit, les présentateurs des chaînes Al Wataneya 1 et 2 se rallieront ce samedi pour lancer un appel aux citoyens vivant en Tunisie ou à l'étranger pour participer à l'effort national de maintenance et de rénovation des établissements scolaires. Intitulée « Ton école est un bien précieux », cette campagne s'inscrit dans le cadre d'une journée ouverte destinée à sensibiliser le public à la problématique de bon nombre d'écoles tunisiennes publiques construites il y a plus d'un demi-siècle et nécessitant actuellement de grands travaux d'aménagement et de réparation. Quatorze heures de direct seront ainsi consacrés à ce sujet lors desquelles seront diffusés des reportages, des témoignages et des séquences musicales.

C'est l'Association « Almadanya » qui a été chargée de la collecte de dons dans le cadre de la campagne de la maintenance, de l'entretien et de l'équipement des établissements scolaires, conformément à l'arrêté du chef du gouvernement numéro 1 en date du 6 août 2015. Fondée en 2011, cette Association œuvre en faveur d'une équité de chance entre tous les citoyens tunisiens et fait de

l'éducation son combat au quotidien. Parmi ses actions en faveur des élèves tunisiens issus des régions défavorisées la distribution de fournitures scolaires, l'implantation de bibliothèques scolaires dans bon nombre d'écoles primaires rurales, des caravanes médicales mais aussi la gratuité du transport rural pour les élèves des zones défavorisées de plusieurs gouvernorats de Tunisie. Ayant englobé des milliers d'enfants, ce projet, intitulé « Fatma », a contribué à réduire considérablement le taux d'abandon scolaire. En effet, très nombreux sont les élèves des écoles rurales, habitant à plus de 3 voire 5 kilomètres de l'établissement scolaire, sont souvent contraints à arrêter leurs études à cause des conditions climatiques (pluie, inondations...) ou des dangers qu'ils rencontrent sur la route. En ayant accès à un transport en commun quotidien à l'aller et au retour, ils ne sont plus obligés d'abandonner l'école.

### **Madrassati**

Le Téléthon organisé ce samedi n'est pas une première en Tunisie. En juin 2011, l'Association « Trait d'union Tunisie» (TUT), en partenariat avec le ministère de l'Education, avait organisé la campagne « Madrassati » en faveur des écoles des régions défavorisées. L'événement avait eu lieu à la Cité des Sciences et avait duré deux jours. Durant plusieurs semaines, une équipe composée de jeunes et de moins jeunes, chapeauté par Neila Attia, Présidente de l'Association TUT, s'était attelée à la tâche et fait de la réussite de cette action son leitmotiv.

L'initiative « Madrassati », ayant bénéficié d'un large écho médiatique et largement soutenue par l'établissement de la télévision nationale et les radios nationales et régionales (Nationale, RTCI, Jeunes, Culture, Monastir, Sfax, Tataouine, Gafsa et le Kef) avait connu un vif succès. Nombreux sont les Tunisiens qui y ont participé et la somme finale collectée était de 813.953 DT. Les dons ont été répartis entre une centaine d'associations, réparties sur l'ensemble du territoire tunisien, qui s'étaient chargées de superviser des travaux de rénovation dans des écoles primaires délabrées. Quelques mois après, l'Association « Trait d'union Tunisie» avait publié un compte rendu détaillé des dépenses mais aussi un aperçu des projets de réparation et de maintenance réalisés.

**Rym BENAROUS**

## مقالات باللغة العربية

المصدر	المقال
 <p>07-09-2015</p>	<p><b>الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان “و”مهارات“ يعلنان “معاوية” “ألرواحي”، سجين الشهر في حملة “حريتهم حقهم”</b></p> <p>أعلنت حملة #حريتهم_حقهم للدفاع عن سجناء الرأي العرب، التي تنظمها “الشبكة العربية لمعلومات حقوق الإنسان” في مصر و”مؤسسة مهارات“ في لبنان، بالتعاون مع شبكة “إيفكس” عن اختيار الشاعر والكاتب والمدون العماني، معاوية الرواحي، ليكون سجين الحملة لشهر أيلول / سبتمبر الجاري.</p> <p>معاوية الرواحي، شاعر وكاتب ومدون عماني، من مواليد 1983، صدر له ثمانية كتب في القصة والشعر، وله مدونة واسعة الانتشار بعنوان “بؤبؤ واسع”، وقناة مرئية على اليوتيوب.</p> <p>تم إيقاف معاوية الرواحي في 24 فبراير/شباط 2015، من قبل جهاز الأمن الإماراتي على الحدود ولم يسمح له بالعودة. ورجح المرصد العماني لحقوق الإنسان أن اعتقال الرواحي من قبل الأمن الإماراتي جاء بسبب تغريدات نشرها على موقع “تويتر” انتقد فيها محمد بن زايد، ولي عهد أبو ظبي، ونائب القائد الأعلى للقوات المسلحة الإماراتية.</p> <p>قال والد الرواحي عبر حسابه الشخصي في موقع التواصل الاجتماعي فيس بوك، أنه بعد مُضي شهر تحديداً من توقيف معاوية تلقوا منه اتصاله الأول، وكان يتحدث هاتفياً من مقر نيابة أمن الدولة بمدينة أبو ظبي، وطلب منهم توكيل محامٍ لمتابعة قضيته، وقد تواصلت أسرته هاتفياً مع سفارة سلطنة عمان في الإمارات، والتي قامت بتوكيل محام له.</p> <p>رفضت السلطات الإماراتية في بادئ الأمر الإفصاح عن مكان احتجاز الرواحي وسبب اعتقاله وكذلك فانها لم توجه ضده أية تهمة محددة، إلى أن كشف والده في بيان عن نقله إلى سجن الوثبة في أبو ظبي في مايو/ أيار الماضي، حيث من المقرر أن يمثل للمحاكمة يوم 14 سبتمبر/أيلول</p>

2015 أمام دائرة أمن الدولة في المحكمة الاتحادية العليا.

سبق اعتقال الرواحي في عمان أكثر من مرة حيث تم اعتقاله في فبراير 2012، بعد نشره تدوينة بعنوان "أخيرا انا حر" علي مدونته، وعبر فيها عن خيبة أمله في أوضاع السلطنة.

القي جهاز المخابرات العماني القبض علي الرواحي مرة اخري في 12 يوليو 2014، في أعقاب تنديده بالممارسات القمعية لأجهزة الأمن العمانية علي مدونته "بؤبؤ واسع"، وتم ترحيله إلى مستشفى الأمراض النفسية بجامعة السلطات قابوس حيث لبث تحت الحراسة المستمرة لأجهزة الأمن، وتم الإفراج عنه في 11 أغسطس 2014، بعد شهر من الاحتجاز.

### عن حملة "حريتهم حقهم"

يذكر ان حملة "حريتهم حقهم" انطلقت في 4 أيار/ مايو الماضي بالتزامن مع اليوم العالمي لحرية الصحافة، وتهدف الى تسليط الضوء على سجناء الرأي العرب وكل من غُيب خلف الأسوار بسبب تعبيره عن رأيه بشكل سلمي، بسبب كتابة صحفية ، تعليق على "الفايسبوك" ، بسبب صورة إلتقطها أو نشرها ، بسبب تظاهرة سلمية ، بسبب لافتة رفعها، بسبب تغريدة على "تويتر"، بسبب عمل فني شارك به أو بسبب ندوة تحدث بها.

وتسلط هذه الحملة الضوء على سجين رأي عربي كل شهر، من أجل دعم حقه في الحرية باعتبارها مطلباً أساسياً لكل سجناء الرأي، فضلا عن المطالبة بحماية سجين الرأي من التعذيب، دعم حقه في المحاكمة العادلة، تحسين ظروف سجنه وحمايته من التعسف، وتوفير العلاج له. فحق كل مواطن عربي في التعبير، هو حق وليس منحة، سواء اتفقنا مع الرأي أو لم نتفق. فالكلام لا يذهب إلى المحكمة. والرأي لا يعاقب عليه. لذا، رأت المنظمات المنضوية في الحملة واجب الجميع في المشاركة للدفاع عن حقوق هؤلاء.

وكان كل من الطالب المصري محمود محمد أحمد والحقوقى السعودى وليد أبو الخير والصحافي الكويتي عياد الحربي، والشاعر القطري محمد بن الذيب، هم سجناء الحملة للأشهر الأربعة الماضية

## أسباب اجتماعية أو لإيقاف التتبعات: 9292 مطلباً لزواج القاصرات في 5

### سنوات

منذ صدور مجلة الأحوال الشخصية 13 أوت 1956 أصبح الزواج يخضع لجملة من القوانين المنظمة لهذه «المؤسسة» كالسن القانونية لعقد القران.

ولأن أجدادنا لم يولوا هذه الناحية الأهمية فإن الفصل 6 من مجلة الأحوال الشخصية قد أعطى أهمية كبرى لمسألة السن القانونية سواء للرجل أو للفتاة. إذ من الضروري بلوغ المتقدمين للزواج 18 سنة بالنسبة إلى الفتاة والـ20 سنة بالنسبة إلى الفتى.

ورغم ذلك فإن عدول الإسهاد قد حرروا على مر السنين عددا من عقود زواج قبل بلوغ العروسين أو أحدهما السن القانونية فماذا تقول الفصول القانونية حول هذه الاستثناءات؟

وهل أن الزواج قبل السن القانونية له ما يبرره لدى عديد العائلات؟ وماذا عن تطور عدد مطالب الزواج قبل السن القانونية؟

### أسباب مختلفة

لا يمكن الحديث عن الزواج قبل السن القانونية دون الرجوع إلى مجلة الأحوال الشخصية لمعرفة ما جاء بالفصل 6 والذي تحدث صراحة عن هذه النقطة إذ يتوقف على موافقتي الولي والأم. وإن امتنع الولي أو الأم عن الموافقة وتمسك القاصر برغبته لزم رفع الأمر إلى قاضي التقاديم بعد بتقديم إذن لرئيس المحكمة يخص مطلب الزواج قبل السن القانونية لفئة عمرية محددة بين 15 سنة وأقل من 18 سنة (الفتاة) وفي هذه الحالة للقاضي سديد النظر بعد الاستماع لكل الأطراف وتقدير المصلحة التي ستحصل إذا ما أعطى الإذن لإبرام عقد الزواج أو الامتناع ومطالبة المعنيين بضرورة انتظار بلوغ السن القانونية ومع صدور قانون 26 جويلية 2010 تم توحيد سن الرشد لكلا المترشحين للزواج بـ 18 سنة عندها أصبحت أغلب المطالب المرفوعة للمحكمة من طرف الأولياء الراغبين في إتمام عقد قران ذويهم وخاصة البنت التي لم تبلغ سن 18 سنة وذلك لعدة أسباب من أهمها العامل الاجتماعي كأن تكون البنت يتيمة أو لإتمام إجراءات إعداد ملف التحاقها بزواج المستقبل بالمهجر وتقريب الأزواج أو لتقدم أحد ميسوري الحال وحرص عائلة الفتاة على الإسراع بارتباطها به.

### رفض خمس المطالب

هذه الأسباب يراها أغلب رجال القضاء معقولة ومقبولة في غالبها ما يجعل الطالب يحظى بالموافقة

ومع ذلك فإن الإحصائيات المتوفرة لدى وزارة العدل قد أثبتت أن نسبة قبول مطالب الزواج قبل السن القانونية قد بلغت حوالي 80 % لكن ذلك لا ينفى أن عددا من الأزواج قد تمت جراء أخطاء ارتكبت في حق فتاة قاصر لإيقاف التتبعات ويكون ذلك بإجبار المعتدي على الزواج مع ضرورة استمرار هذه الزيجة لفترة لا تقل عن سنتين كما هي الحال بالنسبة لما عرفته بلادنا من انتشار ظاهرة السلفيين والذين تقدم عدد منهم بمطلب الزواج قبل السن القانونية لتفادي «الزواج العرفي» وفي غياب أرقام دقيقة تظل الأرقام المتحصل عليها من الجهات الرسمية هي الوحيدة التي تبرز لنا تطور عدد مطالب الزواج قبل السن القانونية والتي بلغت خلال السنوات الخمس 2008 - 2013، 9292 مطلبا تم قبول 7305 منها ورفض 1987.

### تدعيم حقوق المرأة

وبما أن أغلب المطالب المقدمة لقاضي التقادير تكون من أجل السماح للفتاة بعقد قرانها لذلك كان للصباح الأسبوعي لقاء مع إيمان القلعي العياري مديرة شؤون المرأة بوزارة المرأة للحديث حول تداعيات الزواج المبكر للفتاة فأكدت أن القوانين المنظمة لمسألة الزواج قد تطورت لتحديد السن القانونية وقد أعطى القاضي استثناءات حسب تقديراته ومعرفته بأشياء تخص الجهة والوضع الاجتماعي للمتقدم. ورغم ذلك فإن الفتاة باختيار عائلتها هذا قد تفقد جانبا من حقوقها كالتعليم والشغل وربما تكون غير قادرة على مجابهة وضع جديد يتطلب منها المسؤولية الكاملة لديمومة الأسرة وقد تكون غير قادرة لعدة أسباب وقد تكون عرضة للطلاق مضيعة بالقول: مع تطور المجتمع وتأخر سن الزواج ليصل في عديد الأحيان إلى أكثر من 24 سنة وذلك يعود لتشبيها بمواصلة التعليم والبحث في مرحلة أخرى عن شغل لذلك لا بد اليوم من الحد من القوانين التمييزية خاصة أن المرأة التونسية قد حققت نجاحات عديدة في جملة من المسائل أهمها تمتعها بقوانين تحميها.

..لكن ذلك لا يمنعنا من الإشارة إلى أن الدستور جانفي 2014 قد جاء في عدة فصول 20 - 26 - 34 بقوانين تدعم حقوق المرأة والتي تتوافق مع التزامات تونس الدولية في خصوص المعاهدات الدولية الملائمة لهذه النصوص القانونية فالدولة التونسية قد صادقت على الاتفاقيات الدولية وخاصة اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة ما يجعلنا نحمي حقوقها.»

وعن دور الوزارة في هذا المجال أكدت محدثتنا أن لجانا تعمل وفي إطار إرادة سياسية تسعى لتجسيد ما جاء بالنصوص القانونية على أرض الواقع مع إعطاء الأهمية لعمل المجتمع المدني الذي سيكون له دور مهم في التحسيس والتوعية لفئة من الشباب الذين لم يبلغوا سن 18 سنة كما هو

الحال بالنسبة للمرأة القاطنة بالأرياف التي لا تزال بها «ظاهرة» «زواج القاصرات» لعدة اعتبارات من أهمها العادات والتقاليد التي تدفع بالأولياء إلى الإسراع بتزويج البنت لإيمانهم أن مؤسسة الزواج هي الضامن لاستقرارها وتحمل المسؤولية ضمن تكوينها لنواة عائلة ومع ذلك فإن الدراسات قد بينت أن مستوى التعليم لدى الفتيات بهذه الربوع قد تطوّر ما يجعلهن متشبثات بمواصلة رحلة التعليم ما يدفع إلى ضرورة التحسيس إيجاد الظروف المناسبة لإعادة النظر في مسألة الزواج قبل السن القانونية حتى لا تتعرض الفتاة لأي تهديد يمس بحقوقها.

### مركز للتوجيه والإرشاد الأسري

وزارة المرأة تسعى من خلال خطة عمل لحماية حقوق المرأة وقد أشارت محدثتنا إيمان القلعي العياري عن المبادرات التي تمت قائلته: «لقد سعت إدارة شؤون الأسرة ضمن خطة عمل تهدف لحماية حقوق المرأة بإنشاء مركز نموذجي بحي التضامن بالعاصمة وذلك من أجل القيام بالتوعية والتحسيس ونجاح المقبلين على الزواج من الشباب كما يقوم المركز بالتعريف بحقوق المرأة وكذلك الرجل وتقديم حصص توعية في مسائل متعددة كالصحة الإنجابية والتعريف بجملة من القوانين التي تخص العلاقة بين الرجل والمرأة ومن أهمها تجنب ظاهرة العنف» ومن خلال ما أشارت له محدثنا وفي غياب الإحصائيات الرسمية يبدو أن إنشاء مثل هذه المراكز ستكون له فائدة كبرى لحماية الفتيات «القاصرات» مما يمكن التعرض إليه في خصوص الإجراءات التي تصلهم مع تزايد عدد «السلفيين» بمثل هذه المناطق.

وفي ظل ما تعرفه بلادنا من «ظواهر» تظل غريبة عن مجتمعنا فإن أمام وزارة المرأة وكذلك وزارتي الثقافة و الشباب وغيرها تحديات من أجل خلق مناخ اجتماعي سليم تكون المرأة فيه فاعلا ومؤثرا في تكوين الأسرة.

### شروط وإجراءات زواج البنت القاصرة

ينص الفصل 5 جديد من مجلة الأحوال الشخصية على أن يكون كل من الزوجين خلوا من الموانع الشرعية، وزيادة على ذلك فكل من لم يبلغ منهما 18 سنة كاملة لا يمكنه أن يبرم عقد زواج. وإبرام عقد الزواج دون السن المقرر يتوقف على إذن خاص من رئيس المحكمة الابتدائية. ويقع الحصول على هذا الإذن بمقتضى عريضة تقدم للسيد رئيس المحكمة الابتدائية المختصة من قبل ولي البنت القاصر والأم تتضمن موافقتهما على زواجهما.

زواج البنت القاصرة التي لم تبلغ سن الثامنة عشرة كاملة يتوقف على موافقة الولي والأم وإذن خاص من رئيس المحكمة الابتدائية. ولا يعطى الإذن المذكور إلا لأسباب خطيرة وللمصلحة الواضحة للزوجين.

وإذا امتنع الولي والأم عن الموافقة وتمسكت القاصرة برغبتها في الزواج، رفع الأمر إلى السيد رئيس المحكمة الابتدائية المختصة للنظر .

والإذن بالزواج لا يقبل الطعن بأية وسيلة من وسائل الطعن القانونية، عملا بالفصل 6 من مجلة الأحوال الشخصية. أمّا الفتاة التي سنّها دون 13 سنة كاملة، فهي تعتبر عديمة التمييز ولا يمكنها الزواج مطلقا لأنها لا تيرم العقود والالتزامات وتعتبر تصرفاتها باطلة عملا بالفصل 156 من مجلة الأحوال الشخصية.



08-09-2015

## بسبب الاعتداءات التي طالت احتجاجات سلمية: لجنة الحقوق والحريات تقرر الاستماع إلى وزير الداخلية

قررت لجنة الحقوق والحريات والعلاقات الخارجية بمجلس نواب الشعب المجتمعة مساء أمس بقصر باردو عقد جلسة استماع إلى وزير الداخلية ناجم الغرسلي ليفسر كيفية تعاطي الأمن مع التحركات الاحتجاجية السلمية، ولم تحدد اللجنة موعد هذه الجلسة. وكانت كلفت فريقا من نوابها بمهمة الاستماع إلى المستوري القمودي الكاتب العام لنقابة التعليم الأساسي وعادل مسعودي نائب رئيس الاتحاد التونسي للفلاحة والصيد البحري حول الاعتداءات التي تعرض لها المعلمون والفلاحون خلال وقفاتهم الاحتجاجية التي جددت مؤخرا.

وبناء على ما ورد في تقرير هذا الفريق وما جاء فيه من معلومات وأهمها أن الطرفين علما وزارة الداخلية بتنظيم تحركات احتجاجية لكن الوزارة لم تجب لا بالقبول ولا بالرفض، قرر نواب اللجنة دعوة وزير الداخلية للاستماع إليه. فتنظيم مسيرة لم يعد يخضع للترخيص بل يكفي الاعلام بذلك وفي صورة عدم تلقي اجابة بالرفض يمكن تنظيمها.

وعن موقفه من التعاطي الأمني مع الاحتجاجات الأخيرة، استفسرت «الصبح» النائب الحقوقي علي بن سالم فأكد أنه دائما يضع مصلحة الشعب وأمن البلاد فوق كل اعتبار. وقال: «بما أن البلاد في خطر وبما أن الارهاب يتربص بحدودها على ليبيا والجزائر، يجب أن يتركز الاهتمام فقط على



العناية بالجيش والأمن من حيث تحسين التجهيزات المتاحة له ورفع معنوياته، وبالتالي ليس من المعقول تشتيت جهود الأمن بمظاهرات تطالب بالزيادة في الأجور وغيرها رغم أن الزيادة حق من حقوق العامل لكن هناك أولويات.»

وأضاف النائب الذي أكد عدم انتمائه إلى أي حزب، أنه «ضد تعامل الأمن بالعنف مع المحتجين لكن يجب على المحتجين أن يمتثلوا للقانون وأن يدركوا أن الوضع العام الذي تعيشه البلاد لا يحتمل المظاهرات والاحتجاجات، وذكر أن غاية العديد من المحتجين هي تقزيم النظام الحالي، وأشار إلى أن تونس تمر بوضع انتقالي صعب وما على المواطن إلا أن يصبر ويتحمل لأنه ليس من المعقول أن تتواصل الاحتجاجات لأبسط الأمور، وأضاف : أين كان هؤلاء في عهد بن علي؟»

أما النائب عن نداء تونس مصطفى بن احمد بين أنه بإمكان النواب طلب تكوين لجنة تحقيق في تلك الأحداث، وأدان استعمال العنف خارج القانون وذكر انه يجب تبين مدى احترام القائمين بالاحتجاجات للإجراءات، واعتبر مشاركة النواب في المظاهرات وتحريضهم للمحتجين عمليات تكسر هيبة السلطة التنفيذية.

النائب عن الجبهة الشعبية ومقرر اللجنة ايمن العلوي فبين ان هناك سلسلة من الاعتداءات طالت المحتجين تحت غطاء حالة الطوارئ لذلك يجب على وزير الداخلية أن يأتي للمجلس ويوضح.

وقالت النائبة بشرى بلحاج حميدة: "نحن نريد الإصلاح لا التشهير لذلك يجب التنسيب وعدم تسييس تلك الاحداث فنحن ندين التجاوزات لكن مثل هذه التجاوزات تحدث حتى في البلدان الديمقراطية".  
وبين النائب عن النهضة نوفل الجمالي ان هناك "خشية حقيقية على وضع الحريات في تونس ومن هذا المنطلق تقرر الاستماع إلى وزير الداخلية".

## نقيب الصحفيين: إقرار 8 سبتمبر يوما وطنيا لحماية الصحفيين

قال رئيس النقابة الوطنية للصحفيين ناجي البغوري أن لديهم معلومات مطمئنة بخصوص الصحفيين التونسيين المفقودين في ليبيا سفيان الشورابي ونذير القطاري، مؤكدا أن الأخبار التي بحوزتهم تقول بأنهما على قيد الحياة، وجاءت تصريحات البغوري خلال ندوة صحفية عقدتها مجموعة من المنظمات الوطنية والدولية المعنية بالدفاع عن حرية الإعلام وحقوق الإنسان بمقر النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين، بمناسبة مرور سنة على اختفاء الشورابي والقطاري حيث جددت المنظمات



08-09-2015

مطالبتها الحكومة بتشكيل لجنة مشتركة تضم أعضاء من الحكومة والبرلمان والمجتمع المدني، لمتابعة هذا الملف.

وكانت المنظمات قد اجتمعت صباح أمس برئيس الجمهورية لبحث آخر المستجدات بخصوص مصير الصحفيين، وقد تم على اثر هذا اللقاء إقرار 8 سبتمبر من كل سنة يوما وطنيا لحماية الصحفيين، باقتراح من المنظمات الحاضرة في هذا الاجتماع، كما دعت نقابة الصحفيين رئيس الجمهورية إلى ضرورة سحب قانون زجر الاعتداء على الأمنيين الذي يمثل خطرا على حرية التعبير.

وفي سياق متصل طالبت المنظمات المعنية مجلس نواب الشعب بالاستماع إلى جميع المسؤولين في هذه القضية ومساءلتهم منذ تاريخ اختفاء سفيان ونذير، مؤكدة على ضرورة نشر نتائج جلسات الاستماع العامة مع التأكيد على الدور الرئيسي لقاضي التحقيق المباشر للقضية.

من جهته اعتبر نقيب الصحفيين أن هناك تقصيرا واضحا من الدولة التونسية، منتقدا أداء وزير الخارجية قائلا في هذا الإطار «في كل مرة يقدم معلومات منقوصة تزيد في تعقيد الملف وهو ما يشكك في مدى جدية السلطات في سعيها لإيجاد حلّ، وفي هذا الإطار سنقوم بمزيد الضغط على الحكومة من أجل عودة نذير وسفيان إلى أرض الوطن في أقرب الآجال»، على حد تعبيره.

يذكر أن المنظمات الوطنية والدولية المشاركة في هذه الندوة هي النقابة الوطنية للصحفيين التونسيين، الرابطة التونسية لحقوق الإنسان مركز تونس لحرية الصحافة، نقابة الإعلام بالاتحاد العام التونسي للشغل، جمعية يقظة من أجل الديمقراطية والدولة المدنية، مراسلون بلا حدود، الشبكة الأورو-متوسطية لحقوق الإنسان، الجمعية الدولية للإذاعات الجمعياتية، ومنظمة المادة 19.

وجيه الوافي



08-09-2015

## في مجلس نواب الشعب: تنديد واسع بالاعتداءات الأمنية على الاحتجاجات السلمية

قبل أن يشرعوا في مناقشة مشاريع قوانين تتعلق بالإيداع القانوني والمنافع المخولة لرؤساء الجمهورية بعد انتهاء مهامهم، وسحب نظام تقاعد أعضاء مجلس النواب على أعضاء المجلس الوطني التأسيسي، ندد العديد من نواب الشعب أمس خلال جلستهم العامة المنعقدة بقصر باردو بتكرار الاعتداءات الأمنية على المشاركين في احتجاجات سلمية.

وطالبوا بمساءلة وزير الداخلية حول تعنيف محتجين أثناء العديد من المظاهرات خاصة المعلمين

والفلاحين والطلبة وهو ما يعد قمعا لحرية التعبير وتضييقا على حق التظاهر، ودعوا إلى عقد جلسة حوار مع الحكومة قبل موفى الأسبوع الجاري حول الوضع العام في البلاد، وحول استعمال إعلان حالة الطوارئ لمنع التظاهر ضد مشروع قانون المصالحة الاقتصادية.

واستجابة إلى هذه المطالب دعا محمد الناصر رئيس المجلس مكتب المجلس ورؤساء الكتل البرلمانية للانعقاد تباعا صباح اليوم للتداول بشأن تنظيم جلسة حوار مع الحكومة.

وكانت كتلة الجبهة الشعبية توجهت أمس الأول بمراسلة رسمية إلى مكتب المجلس وطالبت فيها بعقد جلسة حوار مع الحكومة وجلسة مساءلة لوزير الداخلية حول الاعتداءات الأمنية التي طالت مشاركين في مظاهرات سلمية واستعمال قانون الطوارئ لقمع الاحتجاجات الشعبية، لكن مكتب المجلس رفض هذا الطلب بتعلة أن مجلس نواب الشعب في دورة برلمانية استثنائية.

وأثار هذا الرد امتعاض جميع نواب المعارضة، إذ أوضحت النائبة عن التيار الديمقراطي سامية عبو ان الدستور نص على أنه في الفترة الاستثنائية لا يجوز حل مجلس نواب الشعب وتقديم لأئحة لوم ضد الحكومة، لكن ما طلبه النواب هو إجراء حوار مع الحكومة ومساءلة وزير الداخلية، ولاحظ النائب عن الجبهة الشعبية نزار عمامي أن هناك عنفا شديدا وقمعا للمظاهرات وحذر من عودة الاستبداد والفساد ودولة البوليس، وقال: «نحن ضد كل توجه قمعي وسنواصل النضال في الشارع مع كل القوى التي تريد ان تنتصر للشعب.»

وبصوت جهوري مدو ندد النائب عن الديمقراطية الاجتماعية اياك الدهماني بانتهاك حقوق المتظاهرين وقال ان هذه الحقوق امانة في رقاب نواب الشعب وبين أنه في الحالات الاستثنائية يكون المجلس في حالة انعقاد دائم حتى لا تقمع الحكومة الحريات تحت غطاء حالة الطوارئ.

واعتبر النائب عن نفس الكتلة فيصل التبيني أن الانتهاكات التي طالت الفلاحين جريمة ارهابية وحذر من ثورة الفلاحين.

### "ممارسات تعيسة"

أكد النائب عن الجبهة الشعبية الجيلاني الهمامي أن «الممارسات التي حدثت أتعس مما كان عليه الحال في عهد بن علي»، وذكر النائب عن نداء تونس خميس قسيلة أنه «لا يغيب عن حركة نداء تونس أن هناك ثورة حدثت وأن عهد الاستبداد ولي»، وأكد أن نوابها أحرص الناس على الدفاع على الحريات وحقوق الانسان.

أما النائب عن حركة النهضة الصحي عتيق فبين أن هناك «انتهاكا صارخا لحقوق الإنسان حدث»، ودعا إلى وضع حد لهذا الانتهاك. وبين النائب عن نداء تونس عبد العزيز القطي أن الحركة من «حماة حقوق الإنسان وهي ضد منع المظاهرات السلمية سواء كانت ضد قانون المصالحة أو غيره».

وتساءل النائب عن الجبهة الشعبية عمار عمروسية: "كيف تقبلون أن يعود الاستبداد الى هذه البلاد وان ترجع آلة العنف ضد ابناء الشعب وإذا كان النداء والنهضة ضد القمع فمن وراء القمع الذي حدث."

وبين النائب عن الاتحاد الوطني الحر محسن حسن ان تونس في وضع استثنائي وهي تمر بوضع اقتصادي وامني حرج ويجب برمجة جلسة مع الحكومة حول الحريات "لكن دون مزايدات".  
وبين النائب عن الجبهة الشعبية زياد لخضر ان الجبهة نبهت من أن قانون الطوارئ «سيستعمل كغطاء سياسي لتمرير قوانين لا شعبية». وبين النائب عن حركة النهضة نور الدين البحيري أن قانون الطوارئ "ليس مبررا للاعتداء على الناس."

### الخطوط الحمراء

وتساءل النائب عن نداء تونس عبادة الكافي عن سبب تشنج النواب وقال لهم هل تعتقدون ان هناك في المجلس من يساند القمع وأكد أن مجلس النواب سيتصدى لكل من يتجاوز الخطوط الحمراء. ونبه النائب عن حركة الشعب سالم لبيض من مخاطر التمادي في قمع الاحتجاجات السلمية وبين أنه "في صورة عدم التصدي لهذه الممارسات سيعود النظام الديكتاتوري من جديد"، وقالت النائبة عن نداء تونس بشرى بلحاج حميدة: "اذا كنا فعلا متمسكين بالدستور فيجب ان نضمن الحقوق والحريات دون مزايدات فالنظام السابق لن يعود لان البلاد قائمة على مؤسسات والمطلوب من النواب تقوية هذه المؤسسات بالنقد والحوار والإصلاح."

وبين النائب عن الجبهة الشعبية شفيق العيادي أن الاحزاب الحاكمة لها مسؤولية سياسية وعليها التصدي لكل التجاوزات. وطالب النائب عن نفس الكتلة هيكمل بلقاسم رئيس الجمهورية بسحب مشروع قانون المصالحة لمزيد التشاور وفي المقابل اعتبرت النائبة عن نداء تونس ليلي الحمروني أن مطلب سحب المشروع لا ديمقراطي، وبينت أنه من الضروري مناقشته أولا ثم الاحتكام إلى الصندوق أي المجلس، وبين النائب عن التيار الديمقراطي غازي الشواشي ان رئيس الحكومة «اللتزم أمام نواب الشعب بعدم استعمال قانون الطوارئ لقمع الاحتجاجات السلمية لكنه أخلف وعده». وقال النائب عن حركة الشعب زهير المغزاوي:

" يوم السبت القادم سنتظاهر.. فالتظاهر حق دستوري وقانون الطوارئ لا يجب أن يوظف لقمع الاحتجاج على قانون المصالحة."

وذكر النائب عن التيار الديمقراطي نعمان العرش أن حالة الطوارئ وضعت لمكافحة الارهاب لا لتكسيم الافواه. وبينت النائبة عن الجبهة الشعبية مباركة البراهمي انها عاينت بنفسها قمعاً رهيباً للمحتجين وشاهدت كيف تم ضرب ممثل الطلبة الشاب وائل نوار في اماكن دقيقة من جسده وضرب بناتها وسب والدهم.

سعيدة بوهلال

## Téles et réseaux sociaux

### Sources

### Infos



05-09-2015

### ثلث نساء العالم يتعرضن للعنف

تتعرض امرأة من كل ثلاث نساء في العالم للعنف خصوصا من الزوج، على ما اشار

"اخصائيون خلال مؤتمر في العاصمة الفرنسية باريس بشأن "العنف والجنس

واشارت وزيرة الصحة الفرنسية ماريسول توران خلال هذا الاجتماع الذي نظمته هيئة الصحة الجنسية وحقوق الانسان التابعة لمنظمة اليونسكو الى ان "اعمال العنف الممارسة ضد النساء والاطفال وبشكل خاص على الفتيات الصغيرات ليست كغيرها من اعمال العنف

واكدت توران أن هذه الممارسات "لها هدف واحد ونتيجة واحدة: اعادة انتاج مكامن التمييز بين "النساء والرجال جيلا بعد جيل والابقاء على خضوع المرأة" و"الهيمنة الذكورية

وفي العالم، يؤكد حوالي ثلث النساء (30 %) ممن عشن كثنائي مع ازواج لهن أنهن تعرضن لعنف جسدي و/او جنسي من جانب شركائهن وفق منظمة الصحة العالمية

وأوضحت كلوديا غارسيا مورينو المسؤولة في منظمة الصحة العالمية المكلفة شؤون البحوث بشأن العنف ضد النساء أن هذا الرقم يصل الى 35% اذا ما جرى الاخذ في الاعتبار الاعتداءات الممارسة على النساء من غير ازواجهن

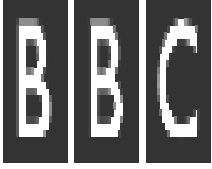
وثة تفاوت واضح في معدلات العنف بحسب المناطق وفق غارسيا مورينو

وفي جنوب شرق اسيا، تبلغ نسبة انتشار افة العنف الزوجي ضد النساء 37,7 %، وفي شرق المتوسط (الشرق الاوسط) تبلغ النسبة 37 % وكذلك تصل الى 36,6 % في افريقيا في حين تبلغ 23 % في البلدان الغنية

كذلك فإن 38 % من جرائم القتل في حق النساء في العالم مرتكبة من جانب الزوج

ودعت المسؤولة في منظمة الصحة العالمية الى تطوير عمليات التدريب للاخصائيين في القطاع  
".الصحي والوقاية مع ضرورة " اخذ الاطفال في الاعتبار بدرجة اكبر

## الغارديان: دعوات لإصلاح الأمم المتحدة بعد فشلها في سوريا



08-09-2015

إخفاق منظمة الأمم المتحدة في سوريا ودعوات إلى إصلاحها، ومقابلات مع لجانتي سوريات في  
لبنان يتمنين السفر إلى أوروبا إلا أنهن يخفن من رحلات قوارب الموت في البحر، فضلاً عن  
قراءة في الضلابة العسكرية البريطانية في سوريا، من أهم موضوعات الصحف البريطانية

ونطالع في صحيفة الغارديان مقالاً لكريس ماكغريل بعنوان "لقد أخفقت في سوريا والإيبولا، فما  
". هو خطب الأمم المتحدة؟

وقال كاتب المقال إن "الأمم المتحدة أنقذت حياة العديد من الأشخاص وجعلت حياة البعض أفضل،  
وذلك على مدار 70 عاماً"، مضيفاً أن هناك "أمراً واحداً يتفق عليها جميع أعضائها، ألا وهي  
". حاجة المنظمة إلى إعادة إصلاحها

ونقل كاتب المقال عن داغ همرشولد، الذي شغل منصب الأمين العام للأمم المتحدة، وكان ثالث  
". شخص يتولى هذا المنصب، مقولته عن المنظمة الدولية بأنها " أنشئت لإنقاذ الإنسانية من جهنم  
وأشار كاتب المقال إلى أن " المنظمة الأممية أنفقت نصف تريليون دولار امريكي منذ إنشائها، كما  
". أنها تذهب إلى أماكن الصراعات لإحلال السلام ، إلا أنها تقف كمتفرج أمام الإبادات  
وأوضح كاتب المقال أن "آخر إخفاقات الأمم المتحدة تجسدت في سوريا وفي وقف انتشار  
". الإيبولا

وعلق الأمين العام للأمم المتحدة بان كي مون والذي تعلم من كتب كانت تؤمنها له اليونسف بعدما  
اضطرت عائلته إلى الهروب من كوريا في 1950 بأن "الأمم المتحدة مختلفة تماماً عما كانت عليه  
". منذ 70 عاماً، لذا فإنه من المهم جداً إجراء بعض التغييرات وأن تتكيف معها

### أوروبا والخوف

ونقرأ في صحيفة الإندبندنت مقالاً لفنيتيا ريني بعنوان "أود الذهاب إلى أوروبا، إلا أنني خائفة  
". جداً

وقالت كاتبة المقال إن " هناك أكثر من مليون لاجيء سوري تقطعت بهم السبل في لبنان، وهم  
". يفتقرون لأبسط متطلبات الحياة

وأكدت اللاجئة السورية في لبنان هبة سيد في مقابلة أجرتها مع كاتبة المقال بأنها "ستسافر عبر البحر إلى أوروبا، إن استطاعت ذلك، إلا أن ذلك سيكلفها 5 آلاف دولار أمريكي، إلا أنها مستعدة". للمغامرة في حال توفر لها هذا المال ، رغم المخاطر وإمكانية غرقها في البحر

وهبة سيد واحدة من أكثر من 1.1 مليون لاجيء سوري في لبنان الذي يبلغ تعداد سكانه 4 مليون نسمة.

وتروي كاتبة المقال قصة هبة سيد التي فقدت زوجها منذ عام تقريباً في بلدته الغوطة بالقرب من دمشق، بعدما استهدفت البلدة بالأسلحة الكيماوية

وتضيف بانها "هربت خوفاً على حياتها وعلى حياة أطفالها الخمسة، إلا أنها تعيش في فقر مدقع في لبنان في مخيم غير رسمي في بلدة الشوف

وتؤكد هبة بأنها " تريد تعليم أطفالها، إلا أنها لا تستطيع ذلك كما أن المعونات الغذائية المتوفرة لهم". في لبنان، تصغر شيئاً فشيئاً

وتختم كاتبة المقال بأن قصة هبة هي واحدة من السوريات اللاجئات في لبنان فبعضهن يبحثن عن الأمل الضائع وفرص لعلاج أطفالهن من بعض الأمراض التي لا تغطيها الأمم المتحدة

**كاميرون والضربة العسكرية المبررة**

"وجاءت افتتاحية صحيفة الديلي تلغراف بعنوان "الضربة العسكرية البريطانية المبررة في سوريا وقالت الصحيفة إن "إعلان رئيس الوزراء البريطاني ديفيد كاميرون أن طائرات سلاح الجو الملكي البريطاني قتلت بريطانيين اثنين في سوريا كانا يخططان لتنفيذ عملية إرهابية داخل المملكة المتحدة، كان موفقاً

وأشارت الصحيفة إلى أن البريطانيين تركوا المملكة المتحدة واتجهوا إلى سوريا للقتال مع تنظيم "الدولة الإسلامية

وأوضحت الصحيفة أن كاميرون قدم قضية مقنعة مستخدماً عبارة "خطر واضح ودائم" على أمن الشعب البريطاني، وقد أمر بتنفيذ هذه الضربة العسكرية استناداً إلى مبدأ الدفاع عن النفس، لأن إلقاء القبض على هؤلاء الأشخاص غير متوفر في بلد لا يخضع لسلطة القانون





nlessma  
la télé du grand nord

10-09-2015

## HARCÈLEMENT SEXUEL SUR DES ENFANTS : LA TUNISIE ENREGISTRE 19 CAS PAR JOUR

Il est parfois difficile de reconnaître une situation où un élève est harcelé, car le harceleur agit de façon cachée et les formes que peut prendre le harcèlement sont souvent interprétées comme de simples chamailleries d'enfants. Ce sujet,

	<p>toujours tabou en Tunisie, empêche souvent les parents de porter plainte, d'où la nécessité de lancer des campagnes de sensibilisation par le ministère afin de faire évoluer les mentalités.</p> <p>Au mois d'avril dernier, la protection de l'enfance relevant du ministère de la Femme, de la famille et de l'enfance, avait présenté, son rapport annuel sur l'enfance faisant ressortir 6096 alertes reçues par les délégués de la protection de l'enfance en 2014 (contre 5783 en 2013).</p> <p>Ces alertes concernaient 5967 enfants dont 49,2% de filles et 50,8% garçons et une moyenne de 19 cas par jour. On recensait également les 331 signalements pour exploitation sexuelle, dont 52% sont des cas de harcèlement sexuel et 35% de rapports sexuels avec des enfants.</p>
 <p><b>09-09-2015</b></p>	<p><b>1200 NAISSANCES HORS MARIAGE... CELA EST DÛ À LA PROPAGATION DU MARIAGE ORFI ?</b></p> <p>selon le rapport du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, la Tunisie aurait enregistré plus de 1200 naissances hors mariage dernièrement. « La majorité de naissances naturelles ont été enregistrées sur le grand Tunis et que la moitié de ces nouveau-nés sont abandonnés à un sort inconnu », a indiqué la même source.</p> <p>33% des femmes célibataires ne dépassent pas les 24 ans, alors que les jeunes filles de moins de 20 ans représentent 27% des mères célibataires en Tunisie.</p> <p>L'Union nationale de la femme tunisienne (UNFT) a estimé que cela est dû à la propagation du mariage Orfi. L'Union reçoit des cris de détresse de plusieurs femmes qui affirment être au courant que leurs époux ont des relations extra-conjugales, mais qui ne veulent pas s'adresser à la justice par peur de la dispersion de la famille et du divorce.</p>
 <p><b>12-09-2015</b></p>	<p><b>AYLAN : LE RÉCIT DU PÈRE CONTESTÉ PAR UNE SURVIVANTE DU DRAME</b></p> <p>Une famille irakienne, qui a perdu deux enfants lors du naufrage où se trouvait la</p>



famille du petit Aylan Kurdi, affirme que le père des enfants morts noyés «conduisait l'embarcation».

Un témoignage inattendu. Une famille irakienne qui, dit-elle, faisait partie de la traversée où se trouvait la famille du petit Aylan Kurdi, livre son récit de ce funeste voyage. Le naufrage, qui a coûté la vie du garçonnet de 3 ans - dont la photo du petit corps sans vie a indigné la planète - de son frère et de sa mère, a fait onze autres victimes. Parmi elles figurent les deux enfants de Zainab Abbas - Zainab Hadi, 11 ans, et Haidar Hadi, 10 ans - affirme leur mère. Le père, Ahmad Hadi, et leur fille aînée ont survécu.

Le couple, qui a enterré ses enfants à Bagdad mercredi, raconte à Sky News qu'Abdullah Kurdi, père d'Aylan Kurdi, a manœuvré le bateau tout au long de la traversée. Zainab Abbas souligne qu'Abdullah Kurdi lui avait d'ailleurs été présenté comme étant le capitaine du bateau. Elle ajoute que l'embarcation allait trop vite et que la mer était déchaînée. Puis le moteur aurait connu une avarie et l'embarcation a chaviré. La mère endeuillée ajoute que les passagers ne portaient pas tous des gilets de sauvetage.

Elle affirme, en outre, qu'Abdullah Kurdi «était un passeur», rapporte le Daily Telegraph. Elle précise que le père d'Aylan Kurdi les aurait implorés, elle et son mari, de ne pas le dénoncer. Il lui aurait en outre dit: «J'ai déjà perdu ma femme et mes enfants, s'il-vous-plaît ne dites rien à la police», a confié Zainab Abbas à des journalistes entre deux sanglots à l'aéroport de Bagdad, où elle et d'autres membres de la famille attendaient qu'Ahmad Hadi revienne avec les cercueils. De son côté, Abdullah Kurdi a confirmé au Wall Street Journal que la famille Hadi se trouvait bien avec lui sur le bateau mais il conteste leur récit du voyage. Il affirme au quotidien américain que c'est un passeur turc qui manœuvrait le

bateau. Il précise que ce dernier a été pris de panique lorsque le moteur a calé. Le passeur aurait alors sauté à l'eau et abandonné le bateau. Selon lui, «nous avons des gilets de sauvetage mais le bateau a subitement chaviré parce que des gens se sont levés». Il ajoute: «J'ai perdu ma famille, j'ai perdu ma vie, j'ai tout perdu alors laissons-les dire ce qu'ils veulent.» «Quand j'ai perdu mes enfants, j'ai perdu ma vie, comment peut-il mentir aux médias?», déplore de son côté Zainab Abbas.

Généralement, les passeurs ne participent pas à la traversée

Pourtant, généralement, les passeurs ne participent pas à la traversée. Selon un rapport de l'UNODC, «aucune personne liée aux passeurs n'est présente à bord durant la traversée. Au lieu de cela, un "chauffeur" est désigné parmi les migrants et bénéficie en contrepartie d'un passage sans frais». Sur le terrain, un reporter du Petit Journal, qui a suivi une famille avant qu'elle n'embarque à Bodrum, en Turquie, vers Kos, en Grèce, a fait le même constat: «Les passeurs ne font pas la traversée, c'est un des migrants qui va conduire le bateau, eux ne prennent jamais le risque de se faire attraper par les autorités» (extrait à 3'50), précise le journaliste. «Le conducteur est un réfugié syrien pauvre, on lui apprend à manœuvrer et c'est lui qui conduit les réfugiés, vu qu'il est pauvre, il nous rend ce service et, en échange, c'est gratuit pour lui», indique un passeur au Petit Journal (5'29). «On demande en moyenne 1200 dollars aux réfugiés» pour la traversée, ajoute-t-il. Les passeurs gagneraient environ 1000 dollars par traversée alors que «le patron turc se fait entre 40.000 et 50.000 dollars par bateau», explique encore le passeur. Attristée, Zainab Abbas, 32 ans, confie au Wall Street Journal, en parlant de ses enfants: «Quel était leur faute pour mourir de cette façon?». «Tout ce que nous voulions était de leur assurer une vie meilleure», ajoute celle qui est désormais candidate, avec sa famille, pour partir vivre en Australie, qui a promis d'accueillir 12.000 réfugiés.

**Mathilde Golla - Le Figaro**

## Radio

Sources	Infos
 <p><b>07-09-2015</b></p>	<p><b>Sidi Bouzid: Les forces de l'ordre interdisent une manifestation contre la loi de réconciliation</b></p> <p>Les unités sécuritaires à Sidi Bouzid ont bloqué aujourd'hui, 7 septembre 2015 l'accès devant les membres de l'Union des diplômés chômeurs qui voulaient manifester contre le projet de réconciliation économique.</p> <p>Jamel Saghrouni, membre du bureau exécutif de l'Union régionale du travail à Sidi Bouzid, a fait savoir que les manifestants voulaient manifester aussi contre la prolongation de l'Etat d'urgence.</p>
 <p><b>07-09-2015</b></p>	<p><b>HAICA - Min. des Technologies : accord pour contrer la diffusion d'El Bayan, la radio de Daech</b></p> <p>Le <b>ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie Numérique</b> a officialisé un accord avec la <b>Heica</b> pour contrer la diffusion d'une <b>radio</b> de l'<b>Etat Islamique</b> (Daech), <b>Al Bayan</b>.</p> <p>En effet, des mesures techniques seront prises afin de brouiller le signal de la station, qui diffuse depuis la <b>Libye</b> et peut être capté dans le sud Tunisien.</p> <p>Faisant l'apologie de Daech, Al Bayan appelle à combattre l'Etat et les sécuritaires et à rejoindre l'organisation terroriste.</p>
 <p><b>08-09-2015</b></p>	<p><b>L'ETAP et Petrofac lancent l'action citoyenne «Un cartable pour tous»</b></p> <p>Dans le cadre de leurs activités sociales visant à les rapprocher des citoyens de Kerkennah et tendant à contribuer au développement social et culturel de l'île où elles sont implantées dans les domaines de la prospection et de l'exploitation énergétique, l'Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières (ETAP) et la société pétrolière britannique de prospection et d'exploitation énergétique Petrofac viennent de lancer une opération intitulée « Un cartable</p>

	<p>pour tous».</p> <p>Qu'ils soient inscrits dans les écoles primaires, les collèges ou les lycées, les 2700 élèves de Kerkennah sont en train de se voir offrir chacun, dans le cadre de cette opération, un cartable par Petrofac et l'ETAP.</p> <p>Les deux sociétés n'ont pas oublié les 266 instituteurs et professeurs qui enseignent sur l'île, qui se verront eux aussi offrir des cartables de valeur à l'occasion de cette rentrée scolaire.</p> <p>Les quelque trois mille cartables ont été achetés chez des fournisseurs de Kerkennah pour encourager l'économie locale</p> <p>Face à la réussite de cette action et à la demande de certaines écoles de régions défavorisées, l'ETAP et Petrofac, qui tendent depuis quelque temps à développer leur approche citoyenne, ont décidé d'offrir 600 cartables supplémentaires à d'autres élèves nécessiteux dans des écoles des gouvernorats du Grand Tunis.</p>
 <p><b>08-09-2015</b></p>	<p><b>L'interdiction de porter le voile dans les écoles n'obéit pas à des motifs religieux</b></p> <p>Samira Meraï, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, précisé, au micro de Wassim Ben Larbi à l'émission d'Expresso, aujourd'hui mardi 8 septembre 2015, qu'elle soutient les critiques concernant l'absence de la Femme lors des récentes nominations à des postes de décisions tout en citant le cas des directeurs des écoles où l'on compte 19% seulement de femmes alors que 65% du corps enseignant est composé de femmes.</p> <p>Mme Meraï a indiqué, par ailleurs, que l'interdiction aux fillettes de porter le voile dans les écoles n'est pas mue par des motifs d'ordre religieux, mais pour des considérations à caractère psychologique, car des fillettes, ainsi soumises et n'ayant aucune idée sur l'imposition du voile par leurs parents, souffrent de problèmes psychologiques.</p> <p>Evoquant le volet des jardins d'enfants municipaux, la ministre qu'ils seront mis à niveau à partir de début 2016 avec des encouragements aux nouveaux diplômés de l'Institut de Dermech pour qu'ils lancent des projets, notamment dans les zones rurales et intérieures afin de couvrir le maximum d'espaces dans le pays en cinq ans.</p>

Mme Meraï a tenu à mentionner, enfin, qu'il a été procédé à la signature d'une convention avec la BIAT qui se chargera de l'aménagement de trois espaces éducatifs, dans un premier temps, et de cinq autres, dans une deuxième phase.



11-09-2015

## " هيومن رايتس : "حظر المسيرة سيكون إنتكاسة خطيرة لحقوق الإنسان"

اعتبرت "هيومن رايتس ووتش" إن حظر المسيرة الاحتجاجية المقررة ليوم غد السبت احتجاجا على مشروع قانون المصالحة الاقتصادية والمالية "سيكون إنتكاسة خطيرة لحقوق الإنسان في تونس"

و أشارت المنظمة في بيان لها اليوم الجمعة إلى أن "الشرطة التونسية استخدمت القوة غير المشروعة لتفريق احتجاجات كانت سلمية في ثلاث مدن علي الأقل منذ 1 سبتمبر 2015 ضدّ "مشروع قانون المصالحة الاقتصادية والمالية".

وأوضح إريك غولدستين نائب مدير قسم الشرق الأوسط وشمال أفريقيا بهيومن رايتس ووتش في ذات البيان أن "الاحتجاج السلمي يعتبر حقا أساسيا ومركزيا في مجتمع ديمقراطي وعلى السلطات ضمان حماية الأشخاص الذين يعبرون عن آرائهم سلميا وليس الاعتداء عليهم بالضرب وسوء المعاملة

وأشار إلى أنه "يتعين على السلطات التونسية أن تبعث برسالة واضحة إلى قوات الأمن مفادها . " أنها لن تتسامح مع ضرب المتظاهرين السلميين أو سوء معاملتهم اليوم

وكان وزير الداخلية محمد ناجم الغرسلي أكد بمجلس نواب الشعب امس "عدم وجود إرادة من الحكومة للمس من حرية التعبير والتظاهر وللحد من مساحة الحرية التي اكتسبها المواطن بعد . "الثورة أو من استغلال حالة الطوارئ كمطية للمس من هذه الحقوق

## Communiqués

### Sources

### Communiqués



11-09-2015

### الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان Ligue Tunisienne pour la défense des Droits de l'Homme



تونس في 11 سبتمبر 2015

#### بيان

بعد علم الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان بالإعلانات الموجهة إلى وزارة الداخلية من طرف عديد القوى السياسية والمدنية الرامية إلى تنظيم مسيرات سلمية في إطار إبداء الاختلاف سلميا حول مشروع قانون المصالحة المزمع عرضه على مجلس نواب الشعب.

فإن الرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان :

- (1) تجدد موقفها الرافض لمشروع قانون المصالحة والداعي إلى إحترام مسار العدالة الانتقالية.
- (2) تؤكد أن الحق في التظاهر السلمي مضمون بالفصل ع37-د من الدستور التونسي وهو أحد المكاسب الأساسية للثورة ولا مجال للتراجع عنه في أي حال من الأحوال.
- (3) تطالب وزارة الداخلية بالسماح بالتظاهر السلمي لكافة مكونات المجتمع المدني والسياسي وعدم إستعمال العنف لمجابهة التظاهرات والمسيرات السلمية وعلى وزارة الداخلية توفير الحماية اللازمة للمسيرات السلمية المزمع تنظيمها يوم السبت 12 سبتمبر 2015.
- (4) تنبه من سوء التداعيات الممكنة والمرتبقة من إستعمال حالة الطوارئ تعلقة لمنع المسيرات والإحتجاجات السلمية وقمعها.
- (5) تؤكد على أن محاربة الإرهاب مهمة مجتمعية تتضافر حولها كل الجهود ولا تتم إلا في إطار احترام الحقوق والحريات.
- (6) تناشد منظمي المسيرات والمشاركين فيها على الحرص الشديد على طابعها السلمي والعمل كئما في وسعهم لعدم وقوع أي تجاوزات.

عن الهيئة المديرة للرابطة

الرابطة التونسية  
عهد المستشارين التونسي

43-45 شارع الحبيب بورقيبة عمارة الكوليزي مدرج ب الطابق 2 ع257-دد - 1000 تونس / الهاتف: 71.257.005 / الفاكس: 71.257.005  
Droits de l'Homme البريد الإلكتروني: contact@ltdh.tn



07-09-2015

## التنسيقية المغربية لمنظمات حقوق الإنسان بيــــــــــــــــان

تابعت سكرتارية التنسيقية المغربية لمنظمات حقوق الإنسان خلال الدورة الفارطة مستجدات - الأوضاع الحقوقية بالمنطقة المغربية، مسجلة باعتزاز الجهود الكبيرة للحركة الحقوقية وفي مقدمتها مكونات التنسيقية في تتبعها والنضال من أجل تطويرها، ومعبرة في نفس الآن عن قلقها بشأن العديد من الانتهاكات والمخاطر التي تحاصر وتهدد الحقوق والحريات بالمنطقة، وفي مقدمتها الحروب والنزاعات بمنطقة الشرق الأوسط وما نتج عنه من جرائم حرب وجرائم ضد الإنسانية ومن تجلياتها مآسي اللاجئين الفارين جحيم تلك الحروب وما يلاقونه من مصير أبرزه بشكل جلي مصير أيلان الطفل الكردي الذي لفظته الأمواج على الشواطئ التركية.

تميزت الشهور الأخيرة كذلك بتواتر العمليات الإرهابية في العديد من الدول بدءا بتونس والسعودية - والكويت ومصر وتلك التي تم إبطالها في بعض الدول الأوروبية. وعرفت الفترة المشار إليها أيضا استمرار النزاعات المسلحة والحرب والعدوان بسوريا والعراق واليمن، والتي تستهدف المدنيين، وتشكل اعتداء صارخا على الحق في الحياة، وتزرع بذور الحقد والكراهية بين الشعوب، حيث طالت أماكن العبادة والأماكن السياحية والمآثر التاريخية التي تدخل ضمن التراث الإنساني العالمي، ومن أشجعها ما تنشره وسائل الإعلام من جرائم لما يسمى بداعش، وأيضا استمرار الاحتلال وجرائم المستوطنين الإسرائيليين ضد الفلسطينيين آخرها جريمة إحراق الرضيع الفلسطيني وأسرتة بالضفة الغربية قبل اسابيع.

: وفي هذه الفترة عرفت الدول المغربية العديد من المستجدات الحقوقية من ضمنها

: في موريتانيا -

- الحكم الجائر بسنتين سجنا نافذا الصادر ضد المدافع عن حقوق الإنسان المناهض للعبودية بموريتانيا والحائز على جائزة الأمم المتحدة لحقوق الإنسان لسنة 2013، السيد برام ولد أعبيدي، ونائبه والذي أكدته محكمة الاستئناف بالألا، رغم المطالبات الدولية بإطلاق سراحه، وهي المحاكمة التي قاطعها المعني بالأمر ودفاعه

- استمرار الحكم بالإعدام على المدون الشيخ المخير بسبب تدوينة اعتبرت مسيئة للدين الإسلامي

: في المغرب -

- تميزت الفترة السابقة بمواصلة الحصار والتضييق ضد الحركة الحقوقية ومنع أنشطتها وعدم تسليم وصولات الإيداع للعديد منها في مقدمتها التنسيقية المغاربية التي لازالت محرومة تعسفا من وصل إيداع ملفها القانوني من طرف سلطات الرباط.
  - عرف المغرب أيضا انتخابات محلية وجهوية لم تخل من العديد من الخروقات في مقدمتها استمرار استعمال المال وغيره لشراء الأصوات وتوظيف الدين في الحملة الانتخابية والعديد من مظاهر العنف ومن ضمنه العنف اللفظي بين المرشحين وكذلك الحصار والقمع للمعارضين الداعين لمقاطعة الانتخابات.
  - وتابعت الحركة الحقوقية المغربية عددا من الأحداث أبرزت ما يهدد الحريات الفردية من مخاطر نتيجة ما راكمه المجتمع من تراجع على مستوى القيم الحقوقية وانتشار فكر التشدد والتزمت وضعف التربية على المساواة واحترام التعدد والتنوع والاختلاف في المناهج التعليمية والبرامج الإعلامية وغيرها ومن ضمنها الاعتداء على حرية اللباس، وحرمان السلطات لمواطنين من الاعتكاف بالمساجد ومتابعة آخرين بسبب الإفطار العلني في رمضان...إلخ
- : في الجزائر -
- عرفت العديد من المناطق احتجاجات تم قمعها بالقوة وفي مقدمتها أحداث غرداية التي ذهب ضحيتها أكثر من ثلاثين مواطنا بسبب تسييد المقاربة الأمنية لدى المسؤولين الجزائريين في التعامل معها
  - التضييق على المدافعين وحصارهم، تجلى أساسا في اعتقال الناشط الجزائري المقيم بجنيف، المدير التنفيذي لمؤسسة الكرامة، المحامي رشيد مصلي الذي اعتقل الشهر الماضي من طرف الشرطة الإيطالية بطلب من السلطات الجزائرية قبل أن يتم الإفراج عنه
- : وفي تونس -
- تخوض الحركة الحقوقية معارك كثيرة من أجل تحصين المكاسب الحقوقية والوقوف ضد المشاريع التراجعية من ضمنها : قانون الوئام الوطني الذي رفضته الحركة الديمقراطية التونسية
  - وتناضل الحركة الحقوقية التونسية أيضا ضد كل محاولات استغلال الاعتداءات الإرهابية للتراجع عن الحريات وفي مقدمتها قانون الطوارئ الذي أعلنت عنه الحكومة بعد أحداث سوسة
  - في ليبيا رغم بعض الانفراجات فإن الأوضاع لا تزال مأساوية، والعنف لا زال متواصلا وسببا في انتهاك الحق في الحياة بشكل كبير
  - وفي فرنسا ودول المهجر الأوروبية بالأساس، يتلقى المواطنون والمواطنات المهاجرين بمختلف أجيالهم، تبعات الأوضاع في بلدانهم الأصلية التي تعرف تنامي المد الأصولي وانتشار الحركات الإرهابية، وذلك عبر الاستغلال السياسي لهذه الأوضاع من طرف التيارات المتطرفة وبعض



الأحزاب الأوروبية التي توظف مشاعر الخوف والإحساس بالأمن لنشر العداء لهم، واتخاذهم أكباش فداء لخدمة أجنداتها الانتخابية

امام هذه الأوضاع التي تشكل تحديا صارخا أمام تحقيق الشعوب لحقها في السلم والأمن والحرية - والتنمية، وعائقا أمام ولوج المواطنين والمواطنات إلى كافة الحقوق وتمتعهم بالحرريات بدون تمييز : ولا انتقاء، فإن التنسيقية المغاربية لمنظمات حقوق الإنسان

- تستنكر وتدين بشدة كل أشكال الإرهاب كيفما كان مصدره ونوعه، وتعبر عن تضامنها مع ضحاياه وتحيي كل الجهودات والتضحيات التي تقدمها الحركة الحقوقية في مختلف مناطق العالم من أجل السلم واحترام حقوق الشعوب ومن أجل الحقوق والحرريات للجميع
- تسجل قلقها الكبير اتجاه الانتكاسات التي يعرفها مجال حقوق الإنسان والحرريات العامة بالمنطقة المغاربية بسبب تفاقم خطر الإرهاب، وتردي الأوضاع الأمنية في بعض الدول، وكذلك بسبب استغلال هذا الوضع من طرف الدول للتراجع عن المكتسبات والتضييق على الحركة الحقوقية. وضرب الحريات بصفة عامة
- تعبر عن تضامنها مع كافة معتقلي الرأي، والمعتقلين السياسيين، والمدافعين عن حقوق الإنسان المضطهدين، والصحافيين والمبدعين المحاصرين، في مختلف الدول المغاربية، وتطالب كافة الحكومات بالبلدان المغاربية بإطلاق سراح المعتقلين تعسفا، وجعل حد للإعتقال بسبب الرأي ولمحاكمة الصحافيين والفنانين والمثقفين بسبب التعبير عن رأيهم، وتدعوها إلى حماية من يتعرض منهم لحمات التكفير والتهديد، ورفع الحصار عن الحركة الحقوقية لتلعب دورها في التنوير ونشر قيم التسامح والتعايش والحرية واحترام الاختلاف باعتبارها أساس الأمن والسلم في المنطقة، وتطالبها بوقف الإعتداءات على النشطاء الحقوقيين، وفي مقدمتهم مناهضو العبودية بموريطانيا
- تطالب التنسيقية سلطات الرباط بتمكين السكرتارية من وصل إيداع ملفها القانوني وجعل حد للسلوك التعسفي لولاية الرباط التي تسلمت الملف القانوني منذ يناير 2015 دون تسليم وصل عنه. كما ينص على ذلك القانون المغربي

السكرتارية

الرباط، في 7 شتنبر 2015